

## Annexe Action 1-1

# Arqus aurait été choisi pour fournir les futurs camions-citernes des forces françaises

par Laurent Lagneau - 30 avril 2024



S'il a commencé à moderniser ses moyens avec notamment le Camion Ravitailleur Pétrolier de l'Avant à Capacité Étendue [CaRaPACE], le Service de l'énergie opérationnelle [SEO, ex-Service des essences des armées] doit remplacer d'autres véhicules anciens, comme les Scania CCP10 et, surtout, les Renault CBH 325, dont le retrait progressif du service est prévu en 2025. D'où l'avis de marché publié par la Direction générale de l'armement [DGA] en février 2023.

D'une durée de dix ans, ce marché porte sur la livraison d'une « quantité maximale » d'environ 800 camions-citernes de nouvelle génération [CCNG] de différentes versions, avec « leurs équipements, le soutien en service et la maîtrise technique du parc de véhicules constitué ».

Ces CCNG devront être « aérotransportables » et être dotés de différents dispositifs de protections [contre les mines, engins explosifs improvisés, etc.].

Quant aux éventuels soumissionnaires, la DGA avait exigé qu'ils fussent en mesure d'assurer le « soutien de plusieurs centaines de camions-citernes » tant en France métropolitaine qu'en Outre-mer ainsi que d'avoir la capacité de produire annuellement, au sein de l'Espace économique européen, au moins 150 camions-citernes de plus de 10 m<sup>3</sup> équipés d'un système de distribution de carburant.

Un peu plus d'un an après, Arqus serait sur le point de remporter ce marché, selon plusieurs sources concordantes, comme [ArmyRecognition](#) et [La Tribune](#). Et cela aux dépens d'Iveco, de Scania et du groupe Soframe, associé à Mercedes.

D'une valeur de 500 millions d'euros, le contrat que la DGA entend notifier porte sur la livraison de 380 camions-citernes de la gamme Armis et prévoirait une option pour 200 exemplaires de plus.

Que le camion-citerne de nouvelle génération soit issu de la gamme Armis est logique au regard du programme SCORPION [Synergie du contact renforcée par la polyvalence et info valorisation] de l'armée de Terre, auquel Arquus participe.

« Interfaçables avec les équipements Scorpion, les Armis embarquent des systèmes de communication et d'information de dernière génération, ainsi que des armements tels que les tourelleaux téléopérés de la gamme Hornet, choisis par l'armée de Terre comme éléments communs des véhicules du programme Scorpion. Les Armis sont d'ailleurs équipés de moteurs dérivés de ceux des véhicules Griffon et Jaguar du programme Scorpion », souligne en effet Arquus.

Par ailleurs, l'industriel prend une option sur un autre programme tout aussi important pour l'armée de Terre, étant donné qu'il n'y pas d'opérations possibles sans moyens logistiques adaptés. En effet, selon la Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30, et grâce aux apports du Sénat lors de l'examen de ce texte, il est prévu de commander 2086 « camions logistiques terrestres » avant 2030, sur une cible totale de 9466 unités.

L'importance de ce programme a été mise en avant dans le retour d'expérience [RETEX] de l'exercice interarmées Orion 2023. « La flotte de camions tactiques a éprouvé nos limites », avait en effet indiqué le général Yves Métayer, chef de la division « Emploi des forces » à l'État-major des armées [EMA].

## Mali : l'armée élimine un chef militaire du groupe État islamique au Sahel

Au Mali, l'armée annonce avoir tué Abu Huzeifa. Surnommé Higgs, cet important chef jihadiste de l'État islamique au Sahel (EIS) a été tué au matin du dimanche 28 avril, au cours d'une opération menée au sud-est d'Indelimane, dans le Nord, près de la frontière nigérienne. L'information avait commencé à circuler dimanche, mais n'avait pas été confirmée de source officielle. Pour l'armée malienne et ses supplétifs russes de Wagner, cette élimination est un incontestable succès.

Publié le : 30/04/2024 - 00:25



L'armée malienne, mobilisée dans le nord du pays, ici à Goundam, près de Tombouctou. AFP/PHILIPPE DESMAZES

Par : David Baché

Abu Huzeifa était un commandant militaire du groupe État islamique au Sahel, dans la zone des trois frontières Mali-Niger-Burkina. Son principal fait d'armes ? Celui d'avoir pris part à l'attaque de Tongo Tongo, en 2017, au Niger, au cours de laquelle quatre soldats américains des forces spéciales et quatre soldats nigériens avaient été tués. Sur l'une des rares photos de lui en circulation, il pose d'ailleurs avec une arme volée aux soldats américains lors de cette attaque. Les États-Unis avaient ensuite mis sa tête à prix, offrant jusqu'à 5 millions de dollars pour toute information permettant de le localiser.

Pourvu d'une notable très longue barbe, surnommé Higgs ou Higgs El Maghribi, Abu Huzeifa était « vraisemblablement » d'origine sahraouie, selon plusieurs spécialistes, comme son ancien chef Adnan Abou Walid al-Sahraoui, émir de la branche sahélienne de l'organisation État islamique, tué en août 2021 par l'armée française.

« La mort et la terreur », voilà à quoi les populations associent son nom, témoigne Moussa ag Acharatoumane, chef communautaire touareg daoussak, de la région de Ménaka où Higgs et ses hommes étaient actifs. Également chef du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), groupe armé local allié des forces maliennes et membre du Conseil national de transition, Moussa Ag Acharatoumane a été le premier à

annoncer la mort d'Abu Huzeifa, dès dimanche, sur les réseaux sociaux, avant que l'armée ne la confirme officiellement. « *C'est un énorme soulagement pour nous et pour tous les déplacés et réfugiés* », se réjouit encore Moussa Ag Acharatoumane.

Il y a deux ans, en mars 2022, le groupe État islamique avait lancé une vaste offensive dans la région de Ménaka, massacrant, selon les estimations locales, plus d'un millier de personnes et incendiant de nombreux villages. Aujourd'hui, la quasi-totalité de la région de Ménaka et une partie de la région de Gao sont sous le contrôle du groupe État islamique au Sahel (EIS) qui vient donc de perdre l'un de ses piliers dans la zone.

Reste à mesurer les conséquences de cette élimination, dans la durée. Lorsqu'ils étaient encore présents au Sahel, les militaires français ont tué ou capturé plusieurs cadres de la branche sahélienne du groupe État islamique, ce qui a contribué à désorganiser le groupe jihadiste sur le moment, sans diminuer pour autant ses actions sur le long terme.

## Allemagne : un ex-officier avoue lors de son procès avoir espionné pour la Russie

Un ancien officier de l'armée allemande a reconnu ce lundi avoir espionné au profit de la Russie, expliquant son acte par sa volonté d'éviter une escalade nucléaire dans la guerre en Ukraine, au premier jour de son procès.

Publié le : 29/04/2024 - 19:27



Des soldats de la Bundeswehr lors d'une cérémonie à Munich le 14 septembre 2023 (image d'illustration). AP - Matthias Schrader

Par : RFI avec AFP

Les cas d'espionnage se multiplient en Allemagne. La semaine dernière, un assistant parlementaire de la tête de liste du parti d'extrême-droite AfD était arrêté et accusé d'avoir travaillé pour la Chine. Plusieurs affaires concernent la Russie et n'épargnent pas les services de sécurité allemands. Un officier de réserve de la Bundeswehr a été condamné il y a un an et demi pour espionnage au profit de Moscou. Un agent secret est actuellement jugé pour espionnage au profit de la Russie. Et depuis ce matin, c'est un officier de l'armée allemande qui est jugé à Düsseldorf.

### Informations transmises au consulat russe de Bonn

Thomas H., 54 ans, a reconnu devant le tribunal de Düsseldorf avoir transmis des informations au consulat russe à Bonn. « *C'était mal, je l'assume* », a-t-il dit devant le juge. L'homme travaillait alors avec le grade de capitaine dans le principal service d'informatique et de logistique de la Bundeswehr, chargé notamment de la gestion des équipements militaires. Ce département, qui compte environ 12 000 employés, a vu son travail considérablement augmenter depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, l'Allemagne étant devenue le deuxième fournisseur d'aide militaire à Kiev, derrière les États-Unis.

Arrêté en août 2023 dans la ville de Coblenz, le suspect « *a approché le consulat général russe à Bonn et l'ambassade russe à Berlin et a offert sa coopération* », selon

l'acte d'accusation du parquet lu au début de l'audience. Il aurait photographié, outre plusieurs fichiers informatiques sauvegardés, d'anciens documents sur l'utilisation des munitions et de la technique aéronautique. L'homme a ensuite déposé ces documents dans une boîte aux lettres du consulat à Bonn, en plus de ses coordonnées et aurait proposé d'en procurer d'autres. Faute de réponse, il aurait alors pris d'autres contacts.

### **Contacts avec l'extrême droite**

L'accusé a reconnu avoir proposé ses services en tant qu'espion, mais contesté avoir donné un CD avec des données techniques sensibles, comme le lui reproche le parquet. Il n'y avait « *rien de grave* » dans les informations transmises, a-t-il dit, soulignant avoir essentiellement voulu prouver son statut de soldat de la Bundeswehr.

À lire aussi

## **Allemagne: deux espions russes présumés arrêtés, Berlin pointe le «régime criminel de Poutine»**

L'ancien officier, qui a aussi pris contact à la même époque avec le parti d'extrême droite AfD auquel il a demandé d'adhérer, a expliqué son acte par sa crainte d'une escalade nucléaire dans la guerre contre l'Ukraine. En Allemagne, tant l'extrême droite que l'extrême gauche dénoncent les livraisons par ce pays d'armements lourds à Kiev pour se défendre contre les Russes. L'accusé a dit avoir avant tout voulu protéger sa famille.

Thomas H., qui s'est clairement distancié de ses actes, assure en outre avoir souffert à l'époque de problèmes de concentration et de sommeil. Il les a liés à des années de surcharge de travail et à ce qu'il affirme être des effets secondaires des vaccins contre le Covid-19.

# En visite à Kyïv, le secrétaire général affirme que la trajectoire de l'Ukraine vers l'adhésion est « irréversible » et que les efforts de soutien se poursuivront

- 29 Apr. 2024 -
- Mis à jour le: 30 Apr. 2024 11:11

Ce lundi (29 avril 2024), le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est rendu à Kyïv pour s'entretenir avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avec lequel il a fait le point sur la guerre en Ukraine et sur le soutien que l'OTAN continuera d'apporter au pays.

Le secrétaire général a salué le leadership du président Zelensky et le courage de l'armée et de la population ukrainiennes, avant d'ajouter : « Mais ces qualités seules ne peuvent suffire pour repousser les forces russes ; il faut aussi des armes et des munitions ». Il a également constaté que certaines livraisons accusaient un retard important, ce qui était lourd de conséquences sur le champ de bataille. « Depuis des mois, l'Ukraine peine à rivaliser avec la puissance de feu russe... Elle n'abat plus autant de missiles et de drones, et la Russie a pu enregistrer des avancées sur le terrain », a-t-il fait observer. « Mais il n'est pas trop tard : l'Ukraine peut encore l'emporter, et un soutien supplémentaire est en route. »

M. Stoltenberg a indiqué que quelques jours plus tôt, lors d'une réunion du Conseil OTAN-Ukraine, les ministres de la Défense avaient entendu l'appel sans équivoque du président Zelensky, et qu'ils avaient « décidé d'accroître le soutien à l'Ukraine ». Il s'est félicité que les États-Unis aient adopté un nouveau train de mesures, prévoyant une aide substantielle de plus de 60 milliards de dollars, et s'est réjoui des nouveaux engagements pris par le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas, avant de préciser qu'il s'attendait « à ce que d'autres annonces suivent prochainement ».

Le secrétaire général et le président ukrainien ont également évoqué les travaux préparatoires pour le sommet de l'OTAN qui se tiendra en juillet. « Les Alliés ont d'ores et déjà décidé de planifier un renforcement du rôle que joue l'OTAN s'agissant de coordonner les activités d'assistance à la sécurité et de formation au profit de l'Ukraine », a rappelé M. Stoltenberg. Et de poursuivre : « Je suis d'avis qu'il faut également prendre un engagement financier pluriannuel d'ampleur pour inscrire le soutien à l'Ukraine dans la durée, montrer qu'il ne s'agit pas d'un effort ponctuel, mais d'une action prévisible, menée sur le temps long. Moscou doit bien le comprendre : la Russie ne peut pas gagner. Elle ne nous aura pas à l'usure ».

M. Stoltenberg s'est également exprimé sur la question de l'adhésion : « La place de l'Ukraine est au sein de l'OTAN. L'Ukraine deviendra membre de l'OTAN. Le sens du travail que nous accomplissons aujourd'hui, c'est de rendre irréversible la trajectoire de l'Ukraine vers l'adhésion, de sorte qu'elle puisse rejoindre l'Organisation dès que le moment sera venu ».

Plus tard dans la journée, le secrétaire général a pris la parole devant le parlement ukrainien, la Verkhovna Rada. Il a souligné combien il importait de défendre la liberté

de l'Ukraine, rappelant que celle-ci se bat pour les valeurs de la démocratie, qui sont aussi les valeurs fondamentales de l'OTAN.

Dans le cadre de son déplacement à Kyïv, M. Stoltenberg a également visité l'Université nationale de défense, où il a pu saluer des personnels des forces armées ukrainiennes. Il s'est aussi entretenu avec des membres de la Représentation de l'OTAN auprès de l'Ukraine, qu'il a remerciés pour leur travail et leur dévouement.

# Dissuasion nucléaire française et Europe : Emmanuel Macron bouge peu

Jean Guisnel  
Journaliste spécialiste des affaires militaires

LETTRE DES ARMÉES. Si le président de la République est intervenu à plusieurs reprises ces derniers jours sur la politique défensive de l'Europe, le chemin d'une dissuasion commune est encore loin.

Publié le 30/04/2024 à 06h30

Emmanuel Macron est intervenu à deux reprises ces derniers jours sur la défense de l'Europe, et surtout sur les conditions dans lesquelles la France veut y participer, y compris en rappelant qu'elle est la seule dans l'Union européenne à disposer de l'arme nucléaire. À la Sorbonne, le 25 avril, il a assuré que la dissuasion nucléaire française a vocation à protéger l'Europe : « La dissuasion nucléaire est, en effet, au cœur de la stratégie de défense française. Elle est donc par essence un élément incontournable de la défense du continent européen. »

Dans une interview publiée le 27 avril par les journaux du groupe Ebra, il précise sa pensée : « Je suis pour ouvrir ce débat, qui doit donc inclure la défense antimissile, les tirs d'armes de longue portée, l'arme nucléaire pour ceux qui l'ont ou qui disposent sur leur sol de l'arme nucléaire américaine. Mettons tout sur la table et regardons ce qui nous protège véritablement de manière crédible. »

Nouveauté : la France se dit désormais prête à participer à une défense antimissile de notre continent, alors que jusqu'à présent et depuis les années Chirac, sa doctrine nucléaire le lui interdisait. Au motif que la dissuasion empêcherait tout agresseur de se livrer à ce genre d'attaque. Visiblement, l'invasion de l'Ukraine et les frappes iraniennes sur Israël ont changé la donne. Qu'un pays possède la bombe atomique n'empêche pas un État agresseur de lui envoyer ses missiles conventionnels. Et une défense antimissile s'impose à ceux qui peuvent se l'offrir.

Tel n'est pas le cas de la France, mais la plupart des autres pays européens ont répondu favorablement à l'initiative European Sky Shield, lancée fin 2022 par l'Allemagne, à base de missiles produits par son industrie, et d'engins américains et israéliens.

## **L'eupéanisation de la dissuasion nucléaire : un vieux dossier**

Mais pour ce qui concerne la dissuasion française et l'Europe, rien de neuf sous le soleil. Lors d'un discours prononcé à Toulon le 9 novembre 2022, Emmanuel Macron avait déjà déclaré : « Aujourd'hui plus encore qu'hier, les intérêts vitaux de la France ont une dimension européenne. Nos forces nucléaires contribuent donc par leur existence propre à la sécurité de la France et de l'Europe. »

Là encore, il n'innovait pas : en 1995, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé avait proposé une « dissuasion concertée » aux principaux partenaires européens,

notamment l'Allemagne. Le flop avait été retentissant. Deux ans plus tard, Jacques Chirac propose à Helmut Kohl un « dialogue sur le rôle de la dissuasion nucléaire dans le contexte d'une politique européenne de défense ». Nouveau flop...

À cette époque déjà, les Européens accordaient plus de crédit à la protection nucléaire fournie par les États-Unis qu'à celle proposée par la France. Les chances de l'initiative d'Emmanuel Macron sont donc assez limitées. Mais il n'y a pas lieu de la lui reprocher. D'abord parce qu'il s'inscrit dans une continuité de la volonté française de proposer un élargissement de la dissuasion à l'Europe.

La seconde raison de ne pas lui faire grief de cette initiative, c'est qu'il est dans son rôle. Il n'est d'ailleurs pas question dans son propos du moindre abandon de souveraineté française sur cette arme suprême, quoi qu'en disent les oppositions.

## **La dissuasion nucléaire, domaine réservé du président de la République**

Sur la doctrine nucléaire militaire française, les choses sont assez simples : qu'on le veuille ou non, le seul qui peut définir les règles de son fonctionnement, et les conditions dans lesquelles la bombe atomique nationale serait mise en œuvre, n'est autre que le président de la République. La Constitution de la V<sup>e</sup> République le désigne comme le chef des armées, et l'usage fait de la défense et des affaires étrangères son domaine réservé.

Sans être bavard sur cette thématique qui a pu valoir à notre pays le sobriquet de « monarchie nucléaire », il s'est exprimé à plusieurs reprises assez précisément, notamment dans son discours déjà cité à Toulon. Il avait alors déclaré que la dissuasion est la « dorsale de notre sécurité, crédible, moderne, dimensionnée dans le cadre d'une stricte suffisance.

Elle continuera de reposer sur des principes simples et clairs qui garantissent notre liberté d'action et assure que nous serons préservés d'une agression majeure. Elle nous prémunit de toute agression d'origine étatique contre nos intérêts vitaux, d'où que vienne cette et quelle qu'en soit la forme. Ces intérêts vitaux, il est de ma responsabilité de les définir, de les actualiser. » Les évolutions du monde ne rendent pas ce discours moins cohérent aujourd'hui.

## **La jetée flottante américaine en construction au large de Gaza**

La construction de la jetée flottante JLOTS (Joint Logistics Over-the-Shore) en Méditerranée est en cours, avec la mise en place d'éléments à 11 km du rivage (photo DoD). Ces premières opérations sont réalisées à partir de l'*USNS Roy P. Benavidez*.

Selon le Pentagone, le coût de cette opération navale est estimé à au moins 320 millions de \$. Selon la porte-parole Sabrina Singh, les coûts incluent le transport maritime des équipements depuis les USA jusqu'à Gaza, la construction de l'infrastructure flottante et les opérations d'acheminement de l'aide humanitaire.

Sur la côte, les constructions ont aussi démarré avec des travaux de remblaiement et la création d'aires de parking et de déchargement.

# L'Economat des Armées recherche des prestataires pour ses transports nationaux et internationaux

L'Economat des Armées (EdA), la centrale d'achat du ministère des Armées, envisage de passer dix accords-cadres en vue de répondre à ses besoins pour ses activités sur le territoire national et à l'international, dans les domaines du transport de marchandises et autres prestations logistiques associées. Ces accords-cadres sont multi-attributaires et exécutés sous forme de marchés subséquents, lesquels sont mono-attributaires. Ils ont une durée initiale de trois ans et sont reconductibles une fois un an de manière tacite.

La valeur cumulée des dix lots est estimée à 45,5 millions de dollars.

Lot 1 : Transport aérien et multimodal. Montant maximum annuel : 8 000 000 euros HT

Lot 2 : Transport maritime et multimodal. Montant maximum annuel : 28 000 000 euros HT

Lot 3 : Transport fluvial et multimodal. Montant maximum annuel : 1 000 000 euros HT

Lot 4 : Transport ferroviaire et multimodal. Montant maximum annuel : 2 000 000 euros HT

Lot 5 : Transport routier. Montant maximum annuel : 2 000 000 euros HT

Lot 6 : Affrètement aérien. Montant maximum annuel : 2 000 000 euros HT

Lot 7 : Messagerie. Montant maximum annuel : 1 000 000 euros HT

Lot 8 : Prestations d'emballage et de reconditionnement. Montant maximum annuel : 500 000 euros HT

Lot 9 : Prestations douanières/ Montant maximum annuel : 500 000 euros HT

Lot 10 : Conseil en sécurité (marchandises dangereuses. Montant maximum annuel : 500 000 euros HT

Les types de marchandises concernées par les transports nationaux et internationaux, et par les prestations logistiques associées sont les suivants :

- des produits alimentaires sous température dirigée ou non, dont des alcools et des rations ;
- des matériels d'équipements de cuisine collective et d'autres matériels ;
- des matériels de sport ;
- des matériels informatiques ;
- des fournitures industrielles ;
- des articles destinés à la vente en boutique (High Tech, audio, vidéo, photo, textile, équipement de sport) ;
- des pièces de mobilier en kit ou déjà monté ;
- des structures modulaires en kit (Flat-pack) ou déjà assemblées ;
- du tabac ;
- des parfums ;
- des produits de lutte contre les nuisibles ;
- des produits de sécurité incendie ;
- des produits d'hygiène, dont des aérosols ;
- des produits d'entretien, dont des produits de traitement de l'eau ;
- des véhicules, des engins, des bateaux ;
- des matériels techniques et hors gabarit ;
- du matériel médical ;

- des matériels optiques et optroniques ;
- du matériel de radio ;
- des conteneurs ;
- des équipements de l'homme ;
- du matériel inscrit sur la liste commune des équipements militaires de l'Union Européenne ;
- des biens à double usage

# Les dépenses de défense chinoises en 2022 étaient équivalentes à celles des États-Unis, selon un think-tank américain.

Par Fabrice Wolf

30 avril 2024



Exercice Vostok 2018 (AP Photo/Sergei Grits)

*Comme chaque année, la publication du rapport SIPRI sur dépenses de défense des puissances mondiales, suscite de nombreuses interprétations par articles de presse, et de nombreux commentaires plus ou moins avisés.*

*Comme nous l'avons évoqué il y a peu, si la publication de ces budgets, tel que présenté par SIPRI, à un intérêt synthétique, son utilisation triviale, pour en déduire un rapport de forces militaires supposés, est hautement discutable, pour ne pas dire trompeuse. Il n'est d'ailleurs guère surprenant, en cela, que ces chiffres sont avant tout repris par la Russie et la Chine, pour soutenir un narratif propre, plutôt que par l'ensemble des puissances militaires mondiales.*

*C'est dans ce contexte que l'American Enterprise Institute for Public Policy Research, ou AEI, un think tank américain non partisan (non affilié politiquement), a récemment publié une méthodologie destinée à transformer ce budget facial, en un budget compensé plus susceptible d'être révélateur de l'évolution des rapports de forces.*

*Ses conclusions sont, à ce titre, si pas surprenante, en tout cas, parfaitement claires. En effet, selon ses chercheurs, les dépenses de défense chinoises, sur l'année de référence 2022 ici employée, seraient plus de trois fois*

*supérieures au budget nominal indiqué par Pékin et repris par SIPRI. Elles seraient, surtout, presque parfaitement alignées, avec le budget de la défense américain, cette même année.*

## **Sommaire**

1. La comparaison trompeuse des dépenses de défense entre puissances militaires mondiales
2. Le modèle de calcul compensé du budget défense chinois du think tank AEI
3. Avec 710 Md\$ compensés en 2022, la Chine fait jeu égal avec les 742 Md\$ du budget défense américain
4. La difficulté de concevoir un modèle académique universel pour comparer les budgets défense

## **La comparaison trompeuse des dépenses de défense entre puissances militaires mondiales**

Comme évoqué dans l'article « *Comparer les budgets défense des pays est une grave erreur ! Voilà pourquoi...* » du 23 avril, la comparaison induite par la publication annuelle par SIPRI du budget des armées mondiales, est souvent inefficace, parfois mois, parfaitement trompeu. En dépit d'un budget de défense de seulement 0,96 Md\$, la Corée du Nord dispose d'une très importante puissance militaire, y compris dans le domaine balistique, et aligne une cinquantaine de têtes nucléaires.

En effet, pour donner une forme homogène au document de synthèse, SIPRI le passe par plusieurs filtres, dont l'harmonisation de ces budgets en dollars américains, ce qui ne prend pas en compte de nombreux facteurs économiques, sociologiques et politiques, entourant l'utilisation de ces budgets.

L'exemple probant pris dans cet article, est celui de la Corée du Nord. En effet, son budget défense annuel de 0,96 Md\$ n'est pas du tout représentatif de la puissance militaire du pays, qui aligne une armée de 1,3 million d'hommes, 5000 chars et 2500 systèmes d'artillerie, ainsi qu'une cinquantaine de têtes nucléaires.

Même compensé de la parité de pouvoir d'achat appliquée au PIB nord-coréen, celui-ci atteint juste 3 Md\$, encore une fois, sans commune mesure avec la réalité de la puissance militaire du pays. Rappelons que la Corée du Sud dépense 14 fois ce budget compensé par la Parité de Pouvoir d'achat, et doit toujours s'appuyer sur les 28 000 soldats américains, et le parapluie nucléaire de Washington, pour s'en protéger.

On comprend, dans ces conditions, à quel point la comparaison simple des dépenses de défense entre des pays s'appuyant sur des réalités économiques, technologiques et industrielles, très différentes, n'a aucun sens, pour en déduire une quelconque conclusion pertinente, concernant l'évolution du rapport de forces militaire.

## Le modèle de calcul compensé du budget défense chinois du think tank AEI

C'est dans ce contexte que le think tank américain American Enterprise Institute for Public Policy Research, ou AEI, a entrepris de poser certaines bases concernant un modèle de calcul compensé permettant, effectivement, de donner à ces données budgétaires, un potentiel d'interprétation plus réaliste.

